

L'Insurgé

(1942-1944)

Numéro 4

Juin 1942

L'INSURGÉ

Liberté, égalité, Mort aux Tyrans.
Convention 1792

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.
Les Canuts de Lyon

J'ACCUSE . . .

MANIFESTE DU FRONT ANTIFASCISTE DE COMBAT CONTRE LES BANQUES et LES TRUSTS

Nous accusons les Banques et les Trusts d'avoir construit un véritable Etat qui gouverne despotiquement et par des moyens occultes toute l'économie du pays, et dont le pouvoir dépassait le pouvoir de l'ancien Etat démocratique d'avant-guerre.

Cinq mille personnes tiennent les principales compagnies et sociétés anonymes françaises.

Cent personnes gouvernent cette oligarchie.

Vingt magnats gouvernent la Banque de France par laquelle le crédit du pays est manœuvré.

Au sommet, 2 hommes associant le grand capitalisme industriel, M. de Wendel, et le grand capitalisme financier M. Horace Finaly directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, exercent le haut commandement.

Nous accusons les Banques et les Trusts d'avoir construit cette organisation non pour mettre de l'ordre dans l'anarchie économique, mais pour imposer leurs prix et leurs tarifs.

Nous accusons les Banques et les Trusts d'avoir réalisé la conquête économique du pays par l'exploitation de l'instabilité monétaire créée et entretenue par eux; nous les accusons d'avoir par des manœuvres de désagrégation et de corruption conduites au sein du Parlement, disloquée délibérément la monnaie, afin de passer entre leurs mains une énorme partie de la fortune du pays.

Nous accusons les Banques et les Trusts d'avoir organisé l'émeute fasciste du 6 février 1934, et torpillé systématiquement par les moyens de corruption les plus honteux et les plus condamnables, l'expérience du Front Populaire parce qu'elle était une menace directe et un premier pas vers la libération ouvrière et paysanne.

Nous accusons les Banques et les Trusts d'avoir favorisé, aidé, provoqué l'éclosion du fascisme en Europe en lui fournissant tous les capitaux dont il avait besoin et en lui assurant la protection et l'aide de tous les gouvernements européens.

Nous accusons les Banques et les Trusts d'être les instigateurs de la politique de la France qui après l'absurde traité de Versailles et les non moins absurdes brimades infligées à la République de Weimar, nous a menés avec Hitler de reculades en reculades, à Munich, à la guerre, au fascisme.

Nous accusons les Banques et les Trusts d'avoir fait en Europe ce qu'ils ont fait en France.

Depuis 1939

Nous accusons les Banques et les Trusts d'avoir sciemment provoqué la défaite après avoir entraîné notre pays dans la guerre; nous les accusons de ce complot contre la nation toute entière, contre son histoire, contre sa vie présente, contre son avenir, contre toutes ses institutions.

Nous accusons les Banques et les Trusts de vouloir fasciser l'Europe, et notre pays en particulier.

Nous accusons les Banques et les Trusts de pratiquer la politique de collaboration à sens unique; nous les accusons d'avoir trouvé en France un nombre suffisant de crapules, de vaniteux et d'incapables pour former le gouvernement hitlérien de Vichy.

Nous accusons les Banques et les Trusts d'affamer le peuple pour leurs intérêts sordides, pour le triomphe du fascisme.

Nous accusons les Banques et les Trusts d'être l'Ennemi public n° 1 du peuple français.

Aujourd'hui le règne des Banques et des Trusts c'est le fascisme sous toutes ses formes, le fascisme qui a entraîné le monde dans la plus effroyable des tourmentes, le fascisme qui nous opprime, le fascisme qui tue nos meilleurs militants, le fascisme qui veut briser l'élan des peuples vers la liberté, le fascisme contre lequel le peuple tout entier doit se soulever.

Il est temps que le règne de la saleté finisse.

Nous appelons à nous tous les hommes dignes de ce nom. Nous leur demandons de former avec nous et de grossir les rangs du Front antifasciste de combat.

Pour la lutte contre le fascisme et l'oppression: lutte syndicale, lutte politique, lutte armée.

Pour la constitution d'une République ouvrière et paysanne dans laquelle les hommes désormais maîtres de leur propre sort, pourront vivre libres et heureux.

L'Insurgé

BRAVO LYON

Lyon est une ville libre et entend le rester. Lyon ne pactise pas avec le fascisme.

Le 18 Mai, la population lyonnaise a montré qu'elle considérait ce jour non pas comme une fête officielle de l'Etat hitlérien installé à Vichy mais comme un symbole à elle, le symbole de la lutte antifasciste, de la lutte contre la domination, le symbole de la libération nationale et sociale.

Cette volonté de résistance si clairement affirmée devant le monument de la République, Lyon vient à nouveau de la prouver à l'occasion de la venue d'un orchestre allemand, le 18 Mai. Ce jour-là ils étaient 10.000 autour de la salle Rameau à chanter le Marseillaise au nez des Allemands.

La Bataille socialiste

<http://bataillesocialiste.wordpress.com>

Table des matières

L'Insurgé dans la Résistance lyonnaise	3
L'Insurgé : un mouvement socialiste sous l'occupation.....	9
Manifeste de "L'Insurgé"/"Libérer et Fédérer"	13
« L'Insurgé » dans le Languedoc.....	19
Aux anciens de l'Insurgé	21
NUMÉROS COMPLETS EN LIGNE.....	22

Mémorial de "l'Insurgé"

Témoignages et documents rassemblés par
Marie-Gabriel FUGÈRE

Présentation par
Fernand RUDE

LYON
IMPRIMERIE NOUVELLE LYONNAISE
3, rue Sainte-Catherine

1968

L'Insurgé dans la Résistance lyonnaise

Extrait de *La Résistance à Lyon: 19 juin 1940-3 septembre 1944* (Marcel Ruby, 1979).

Le Mouvement «L'Insurgé», né lui aussi à Lyon, regroupe en majorité des socialistes de gauche. Il publie le journal du même nom, qui tire 25 numéros entre mars 1942 et la Libération. Sans avoir l'importance de *Combat*, *Libération*, *Franc-Tireur* ou même du *Coq Enchaîné*, il joue néanmoins, dans la région lyonnaise, un rôle non négligeable. La documentation sur l'Insurgé ne manque pas. M. Robert Fiat lui a consacré son Diplôme d'Études Supérieures. La Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale a donné de ce DES un long compte rendu dans un numéro spécial intitulé «Aspects de la Résistance française» (numéro 47, juillet 1962). Dans le cadre de ses publications, la CHR a fait paraître en 1968 une monographie intitulée «Mémorial de l'Insurgé» (1) plaquette présentée par Fernand Rude et renfermant onze témoignages et des documents rassemblés par Marie-Gabriel Fugère, le fondateur de L'Insurgé. M.G. Fugère a d'ailleurs fourni un témoignage à la CHR, dont il a été un membre très assidu jusqu'à son décès le 27 septembre 1963. Fernand Rude est, lui aussi, membre de la CHR II) • Fugère (MG) et Rude (F.), Mémorial de l'Insurgé, Lyon. Imprimerie Nouvelle Lyonnaise. 1968

1. Le P.S.O.P. et M.G. Fugère

Syndicaliste chevronné et militant actif de la S.F.I.O., Marie-Gabriel Fugère quitte cette formation politique lorsque la tendance "Gauche révolutionnaire" fait sécession lors du Congrès de Royan en 1938. Cette tendance se constitue alors en Parti et forme le PSOP (Parti Socialiste Ouvrier et Paysan). Le jeune Parti ne connaît qu'une vie fort précaire et la mobilisation de 1939 lui porte un coup fatal. Ses effectifs, peu nombreux, sont dispersés. Mais MG Fugère s'obstine. Il est secrétaire de la Fédération lyonnaise du PSOP et conserve ses contacts avec bon nombre de ses camarades. D'après le témoignage de MG Fugère, la fin de 1940 et l'année 1941 sont consacrées à la reprise de contacts entre membres du P.S.O.P., après le drame de la défaite. Une organisation est remise en place, grâce notamment à Maurice Zavarro, aspirant du génie qui, démobilisé, arrive en août 1940 à Lyon où, désireux d'achever ses études de droit, il s'inscrit à la Faculté. C'est ce théoricien marxiste convaincu, ce juriste, qui remet à M.G. Fugère le plan d'une organisation clandestine du P.S.O.P. clandestin.

Au début de 1941, ils reçoivent le renfort de l'avocat Pierre Stibbe qui, évadé d'un camp de prisonniers de guerre en Bretagne, cherche refuge en zone libre. Et, au cours d'une réunion qui a lieu à Trévoux au domicile de M. Allarmercery – et qui rassemble: M.G. Fugère, Zavarro, Stibbe, Allarmercery et sa fille Suzanne Nicolitch-Allarmercery -, la décision de principe de publier un journal clandestin est prise.

M.G. Fugère et Suzanne Nicolitch sont restés en relations régulières avec leur chef de file Marceau Pivert, Secrétaire International du PSOP. Il est intéressant de noter que ce socialiste de gauche a, le 25 juin 1940, le jour même de l'armistice, écrit de Mexico où il se trouvait alors la lettre suivante au Général de Gaulle pour se mettre à sa disposition, ainsi que ses amis politiques, dans le combat contre les forces de l'Axe. «Je viens d'écouter votre appel à la radio; je ne doute pas de votre volonté de continuer la lutte contre l'esclavage fasciste et nazi; pour ma part, en tant que militant socialiste révolutionnaire, je suis depuis toujours, et je demeurerai quoi qu'il arrive irréductiblement dressé contre la pire menace qui pèse, non seulement sur l'indépendance de mon pays, mais sur les libertés et le niveau d'existence de mes frères de classe. Sans doute, vos méthodes de lutte sont-elles très différentes de celles que nous préconisons; votre spécialité est la force militaire; vous disposez de puissants moyens matériels; mais vous venez de vous rendre compte, directement, que la force se brise si elle n'est pas mise

au service d'une cause clairement définie. Quant à nous, nos méthodes de lutte contre le fascisme s'inspirent de l'analyse des processus économiques et sociaux, c'est-à-dire de la lutte des classes internationales. Plus que jamais, nous sommes persuadés que seule la révolution socialiste dans le camp de la liberté pourra liquider le fascisme; cette certitude, qui est nôtre, nous a valu toutes sortes de persécutions [: *mes amis sont en prison, en France, frappés par des gouvernements qui, au même moment, libéraient les cagouleurs, c'est-à-dire les agents directs de Mussolini et d'Hitler qui croient aujourd'hui tenir le pouvoir en France*]. Mais aucune répression n'a jamais réussi à ébranler des convictions véritablement éprouvées. En vertu de ces convictions, nous continuerons la lutte dans tous les pays jusqu'à ce que tous les travailleurs imposent la fin de la guerre par la conquête du pouvoir ainsi que le fit Lénine en 1917. Précisément à cette époque, et dans l'intention de bloquer l'avance de l'armée allemande sur Péetrograd, un officier monarchiste français mit à la disposition de Lénine ses connaissances techniques en vue de faire sauter les ponts; il n'y a donc rien d'extraordinaire, aujourd'hui, à ce qu'un socialiste fidèle à son drapeau, qui n'est pas le même que le vôtre, songe à mettre à votre disposition quelques parcelles d'une dynamite politique qu'il considère comme particulièrement efficace... si, toutefois, vous ne craignez pas de l'utiliser. Nous savons parfaitement que, en dépit des victoires militaires de Hitler, une fraction consciente du prolétariat allemand n'est nullement indifférente à la propagande internationaliste que nous avons entreprise dès le début de la guerre [: *mon ami Fenner Brockway, secrétaire de l'Independent Labour Party, pourrait vous donner à ce sujet quelques informations*]. Mais naturellement, ni M. Churchill ni vous-même n'avez l'autorité suffisante pour entreprendre une telle propagande. Cependant, je pense qu'elle ne vous laissera nullement indifférent. Je me permets donc de vous adresser ci-inclus le magnifique appel élaboré par nos militants européens du Front Ouvrier International contre la Guerre [*et qui vient de parvenir en Amérique, à l'Agence « Independent News », par voie Scandinave*]. Si vous avez un sens de la réalité aussi vif que le nôtre, j'ose espérer que vous n'hésitez pas à reproduire cet appel et à le diffuser largement [*surtout en allemand et en français, par tous les moyens dont vous disposez.*] De cette manière pourra se développer le mouvement de fraternisation révolutionnaire [*que nous croyons encore possible à travers les atroces souffrances que la guerre impose à tous les travailleurs vaincus et vainqueurs. Je n'ignore pas le risque d'incompréhension que comporte cette communication; elle est uniquement inspirée par le désir de tenter un effort d'ordre politique contre les puissances totalitaires. Je sais que les formidables intérêts qui sont en jeu peuvent rendre vaine la présente lettre; mais qu'importe ce risque en face de tous les autres!*] Si, d'autre part, l'esprit de liberté et la volonté d'indépendance nationale dont vous vous réclamez dans votre Appel ne sont pas de simples formules destinées à galvaniser la lutte des travailleurs antifascistes au service exclusif d'une classe de privilégiés, vous disposez encore de puissants moyens d'action pour barrer la route au fascisme. En Afrique et en Asie, il y a en ce moment des peuples avides de liberté et d'indépendance: c'est là que se trouvent les véritables réserves de projectiles politiques. Il faut rendre immédiatement la liberté à tous les dirigeants nationalistes emprisonnés; il faut clarifier immédiatement l'atmosphère; l'Empire français et l'empire anglais sont finis, comme forme d'exploitation dictatoriale qu'ils ont été jusqu'à aujourd'hui. Il faut ouvrir aujourd'hui les digues de la liberté. Ainsi seulement le fascisme pourra être vaincu. Toutes les ressources naturelles, toutes les formes de collaboration des peuples coloniaux libérés [, *et ne dépendant plus que d'eux-mêmes, dans l'exercice absolu de toutes les formes démocratiques*] permettront la constitution d'une puissante confédération contre laquelle Hitler et Mussolini ne pourront rien. L'annonce de cette transformation politique, réalisée partout, aurait dans tous les pays opprimés, et en France même, des répercussions énormes. [*J'ai confiance dans mes camarades; je sais qu'ils comprendront leurs propres perspectives.*] Et alors, l'esprit antifasciste et libertaire d'un peuple qui a fait quatre révolutions [*d'un peuple qu'il a fallu odieusement tromper pour que Hitler et Mussolini réussissent à lui imposer le sinistre Gauleiter Pierre Laval,*] trouvera les voies et moyens appropriés pour se débarrasser de l'infâme trahison qui l'a livré aux plus infâmes des bourreaux.

A cette lettre, le Général de Gaulle devait répondre le 27 juillet 1940 en reconnaissant au P.S.O.P. sa place dans la lutte contre les dictateurs "momentanément triomphants":

«Votre lettre m'a paru très intéressante et j'ai eu l'occasion de la communiquer à plusieurs personnalités anglaises et françaises de Londres.

Bien que, effectivement, nous ne suivions pas le même chemin, et que les moyens que vous et moi nous désirons utiliser pour combattre l'ennemi ne soient pas les mêmes, je prends note très attentivement de votre volonté de combattre Hitler et Mussolini... Sans avoir la prétention de préjuger de ce que sera ou de ce que devrait être l'état social en France après la victoire, il me paraît indiscutable qu'aujourd'hui, les exploiters et les tyrans des classes laborieuses ce sont Hitler et Mussolini. Exploiteurs et tyrans, ils le sont, directement, par rapport à ceux qu'ils ont asservis, et indirectement aussi, par rapport aux autres, à ceux qui, pour organiser leur légitime défense, ont été détournés des objectifs de leur travail en se consacrant à des armements déplorables et ruineux».

Ainsi, dès le lendemain de la défaite, Marceau-Pivert et le PSOP proclament leur volonté de poursuivre leur combat pour le socialisme international, en même temps que la lutte contre Hitler et Mussolini. Ils mettent toutes les forces dont ils disposent – et qui sont très différentes de celles que peut actionner le Général de Gaulle – au service de cette cause commune. Comme le feront, pour leur part, MG Fugère et ses amis à Lyon et dans la zone sud, notamment en créant le Mouvement L'INSURGE.

2 – Le Mouvement L'Insurgé

En 1941 MG Fugère, après avoir sélectionné les plus sûrs, les plus prudents («les camarades honnêtes, mais trop bavards, qui constituaient un véritable danger furent éliminés " écrit-il), décide la création d'un Comité Central, dont il précise la composition: «Le Comité Central était ainsi composé: moi-même, ancien SFIO, ancien secrétaire des groupes d'entreprises de la Métallurgie lyonnaise (1500 adhérents), ancien secrétaire fédéral Rhône-Loire du P.S.O.P., ancien secrétaire du groupe d'entreprise de la Place de la Buire, Lyon (3°), électro-mécanicien à la Compagnie Electro-Mécanique, – Barboyon, alias Lacroix, aide à la pharmacie de l'Hôpital de Grange-Blanche à Lyon, jeune SFIO, syndiqué, ancien membre du groupe d'entreprise SFIO de l'établissement, il devait me remplacer à la suite de mon arrestation, – Poncet, alias Jean-Paul, ancien membre du PSOP, était très actif: ouvrier serrurier, ancien SFIO, membre de la CAP du PSOP, il n'avait qu'un seul but, la transformation de la société actuelle en société socialiste; ce fut un vrai révolutionnaire, – Guillot, ouvrier ajusteur aux Carburateurs Zénith, ancien SFIO, membre du groupe d'entreprise socialiste de cet établissement. Bon militant, il nous rendit de grands services : dépôt de matériel, transport et diffusion. Il dut se réfugier à Lansargues (Hérault) à la suite d'une convocation pour le STO. Même lorsqu'il était à Lansargues, lui et sa famille rendirent de grands services aux militants de « l'Insurgé » enfermés à la prison de la rue de la 32e, à Montpellier.

(...) professeur, Louis Trégaro (alias Germain), et le secrétaire du syndicat des instituteurs de l'Hérault, Valière. Tous deux étaient en relation étroite avec Paul Marcellin (de Nîmes) et Georges Gos (de Narbonne). Dans le Var des groupes s'étaient reformés à Toulon (autour de Lucien Vaillant) et à Sainte-Maxime (autour de Charlotte Ricard). En octobre 1942, Fugère rencontre à Saint-Etienne Robert Arnaud, du syndicat des municipaux, et deux instituteurs, Jean Duperray et René Garraud. Le Mouvement s'étendit également à d'autres villes de la zone sud: Avignon (grâce aux Cassétari), Clermont-Ferrand (avec Pierre Bernard et Gilles Martinet), Grenoble (avec Draguy Nicolitch), Annecy, etc... Le Mouvement prend donc une réelle consistance, à tel point qu'il tiendra un véritable petit congrès, en octobre 1943, dans les locaux d'un club de boxe de Villeurbanne. De plus, depuis mars

1942, il publie son propre journal.

3 – Le journal L'Insurgé

a- La réalisation du journal

Depuis la réunion de Trévoux, où la décision de créer un journal a été prise, les difficultés se sont accumulées. Le projet est longuement examiné. Le Comité Central hésite quant au choix du titre. Finalement, dans le courant de janvier 1942, c'est la proposition de Joseph Poncet qui l'emporte; ce titre, ce sera: L'INSURGÉ. Et le groupe du PSOP clandestin deviendra, tout naturellement, le Mouvement de Résistance

(...) Pourtant, afin de faire face aux frais entrêmes par la sortie du premier numéro de *L'Insurgé*, chacun verse 100-frs

Voici comment, brièvement, M.G. Fugère évoque la préparation des trois premiers numéros: " Quelques textes furent établis. Jean-Paul nous dit qu'il connaissait un ami imprimeur, et il se chargea du reste. Le premier numéro fut surtout l'œuvre de Jean-Paul, qui le porta et alla le chercher, vu les facilités qu'il avait avec les camions de son patron. Ce premier numéro parut en mars 1942, après plus d'un an de tâtonnements entre nous. L'effet fut d'une importance capitale; cela nous permit des relations qui eurent une portée non seulement locale mais même nationale et internationale. Pour le numéro 2, nous prîmes contact, fin mars, avec Julien Godard. Ce dernier allait être nommé instituteur à Miribel, ce qui devait faciliter la tâche. Quant à la question financière, Godard promit d'en parler avec Mercier, son ami, et il lui offrit de rédiger le journal. Mercier tomba d'accord pour nous fournir quelques subsides. Le numéro 2 fut porté par Lacroix et sortit. Godard forma un groupe de cheminots à Bourg (son père travaillait aux tréfileries). La diffusion en ce lieu fut assurée. Sur Lyon, tout allait bien; je me chargeai de la diffusion à l'intérieur de la Bourse du Travail, Place Guichard.

A partir du numéro 3, je pris l'affaire en mains et les numéros parurent régulièrement".

Désormais, *L'Insurgé* sera tiré par le petit imprimeur Martinet alias Dupont (5 rue Mozart à Villeurbanne). Cet homme accomplira une tâche considérable pour le compte de la presse de la Résistance, avec un courage tranquille et une rare volonté. La distribution des journaux se fait grâce aux membres du Mouvement. Le dépôt principal où ils viennent s'approvisionner se trouve rue Centrale, en face du magasin Antony: Mathurin a loué là une mansarde et une cave à cet effet. Reste la question financière. Or les ouvriers qui constituent l'essentiel des troupes de *L'Insurgé* ont des revenus plus que modestes. Que faire?... C'est Martinet, l'imprimeur de Villeurbanne, qui répond: «Quelques ouvriers, presque tous du Parti Socialiste, se mettent en tête de faire eux aussi un journal de Résistance. Ils apporteront leurs petites économies, dépenseront leur peine pour risquer la prison; certains ne comprendront jamais la beauté, l'idéalisme de ces gestes... Il ne doit pas vivre, le petit *Insurgé*, il ne peut pas vivre, car il faut beaucoup d'argent; il a pourtant vécu dignement, honnêtement... Il a vécu parce que son premier animateur, Fugère, a fait imprimer et transporter d'autres journaux clandestins, entre autres *Libération*; parce qu'il n'épargna jamais sa peine pour faire vivre son «petit enfant» et rendre service aux

(...) Comme l'écrit F. Rude, "dans ce journal put se faire entendre d'une façon nette la rude voix des travailleurs, dans une langue parfois maladroite mais souvent vigoureuse... Dans le journal *L'Insurgé* s'exprimèrent toutes les tendances de gauche du socialisme et du syndicalisme français. A côté des courants marxistes, on y décèle une résurgence du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, fortement teinté de fédéralisme proudhonien». *L'Insurgé* s'adresse aux travailleurs, aux ouvriers. Et dès le premier

numéro, sans mâcher ses mots:

- sur Vichy: " Le Gouvernement actuel est un Gouvernement de mercenaires»,
- sur la Légion: «Attention, camarades ouvriers, à la Gestapo française qui est la Légion...»,
- sur la Charte du Travail: «C'est une duperie, un immense bobard. ...»,
- sur le procès de Riom: «Pour nous prolétaires, les responsables de la guerre sont les capitalistes...»,
- sur le Ravitaillement: «La Préfecture du Rhône est le plus grand centre de marché noir de la région, d'ailleurs bien représenté par la triplète: Angéli, Gerlier, Villiers..."

Chaque numéro comprend – cela va de soi - une chronique syndicale: en quelques phrases, L'Insurgé évoque les grèves, les manifestations, les actions contre la Relève ou le STO, contre les exigences excessives de la direction des entreprises, contre les "salaires de famine", etc. Un puissant sentiment de solidarité ouvrière en découle.

L'*Insurgé*, presque chaque fois, précise sa position politique. Dans le numéro 2 (avril 1942), sous le titre "Révolution d'abord", il rappelle qu'en même temps que «la libération de la France de la domination allemande», pour lui «le problème de la libération est aussi un problème social, qui ne recevra de solution durable que sur le plan de la lutte des classes... Toute la condamnation du capitalisme est dans la guerre actuelle...» et il précise bien qu'il ne s'agit pas seulement du plan des idées: «Pour cela, il faut que le prolétariat ait une volonté de conquérant. Il n'est plus temps de glorifier les sentiments très chrétiens de pitié et de résignation. Il faut frapper». Au passage, il met bien les choses au point: «A ceux qui cherchent à affubler L'Insurgé d'une étiquette politique, socialiste ou communiste, nous répondrons qu'ils ne sont pas à la hauteur de la situation. Un fait s'impose: la lutte antifasciste mondiale; une nécessité aussi: la Révolution sociale avec l'aide de toutes les forces prolétariennes. Nous sommes des révolutionnaires» (mai 1942). Il s'associe aux mots d'ordre de la Résistance, appelle à manifester le 1er mai 1942 (numéro de mai 1942) et le 14 juillet 1942 (numéro de juillet 1942) et salue le succès des travailleurs unis pour la défense de leur liberté.

Il fustige les traîtres, les dénonce nominalement. Chaque numéro contient de virulentes attaques contre les trusts: par exemple ,l'éditorial de juin 1942 est intitulé : "J'accuse... Manifeste du Front Antifasciste de combat contre les banques et les trusts» – et celui de septembre 1942: "Encore et toujours les trusts..."

Au fil des mois, l'agressivité de L'Insurgé contre ses ennemis augmente. C'est ainsi que le numéro d'août 1942 contient un véritable appel à l'assassinat du Maréchal Pétain: " Si un homme levait la main pour le tuer, la France entière, dans un soupir de soulagement, serait unanime à dire Amen!"

Résumant la position politique de L'*Insurgé*, le numéro de décembre 1942 publie, en première page et dans un encadré, une Proclamation du Comité Central qui est une attaque contre les anciens partis et un acte de foi dans un socialisme authentique:

" Le Comité National lance un appel à l'union de tous les éléments ouvriers de France. Il demande que tous les ouvrier s'épaulent jusqu'à la délivrance totale. Unis nous serons forts.

Le Comité met en garde les éléments ouvriers contre les ex-partis bourgeois, qui dans la lutte présente ne voient que le rétablissement de leurs privilèges et de leurs assiettes au beurre; nous, nous ne voulons pas seulement changer de maîtres, mais instaurer quelque chose de neuf, d'humain et de socialiste...

Unité ouvrière pour la libération du pays.

Unité ouvrière pour instaurer la grande République socialiste de demain».

A la fin de 1942, L'Insurgé est donc un Mouvement qui a prouvé sa vitalité. Il est dirigé par une équipe d'hommes et de femmes rudes et dynamiques, qui n'ont pas plus peur du danger que du travail. Son journal, modeste, mais ardent, paraît régulièrement chaque mois.

L'Insurgé : un mouvement socialiste sous l'occupation

Extrait de *Les socialistes rhodaniens sous l'occupation (1940-1944)*, mémoire de fin d'études de Célian Faure à l'Institut d'Études Politiques de Lyon (septembre 2003).

L'Insurgé est un petit mouvement de Résistance qui étonne. Créé par Marie-Gabriel Fugère, ex-secrétaire fédéral du Rhône et de la Loire du P.S.O.P., parti scissionniste de Marceau Pivert, apparenté à la gauche révolutionnaire du socialisme, l'Insurgé est un mouvement exclusivement local qui va prendre son importance dans la carte régionale de la Résistance.

Un mouvement organisé

Syndicaliste et militant dynamique, M-G. Fugère a une expérience solide en matière de rassemblement et d'organisation. De surcroît, le poste de secrétaire fédéral qu'il occupait avant-guerre lui facilite la tâche de la reprise de contacts.

Cependant, Fugère ne laisse rien au hasard et est imprégné d'une exigence à la hauteur de ses aspirations. En véritable « professionnel », il fait attention de ne sélectionner au comité central que les individus les plus sûrs et les plus compétents : « Les camarades honnêtes mais trop bavards, qui constituaient un véritable danger furent éliminés. » [1] . Le comité central prend une coloration très proche du P.S.O.P., comme l'ensemble des cadres de l'Insurgé. En plus de Fugère, celui-ci se compose de Barboyon, un jeune syndicaliste S.F.I.O., de Joseph Poncet, ancien pivertiste et révolutionnaire convaincu, de Guilhot, ancien S.F.I.O. et syndicaliste, de Madame Cottin, ancienne S.F.I.O. Il convient d'ajouter plus tard l'adhésion de militants dont l'action eut un rayonnement conséquent. Parmi eux, l'instituteur Julien Godard et l'imprimeur villeurbannais Martinet. Il s'agit d'une composition dans l'esprit pivertiste, dans laquelle l'ouvrier syndiqué est un archétype fiable. Fugère est électromécanicien, Barboyon est aide à la pharmacie de l'hôpital de Grange-Blanche de Lyon, Poncet est ouvrier serrurier, Guilhot est ajusteur aux Carburants Zénith. En accord avec la doctrine de leur chef de file, les militants de l'Insurgé font partie du socialisme de gauche et ne dissocient pas la lutte contre l'occupant de la libération des classes laborieuses.

D'autres groupes se forment à Lyon et dans sa banlieue, à Villefranche sur Saône notamment. Ces groupes se composent de militants P.S.O.P. de façon majoritaire, ainsi que de quelques socialistes, de libertaires et de sans parti. [2] Reprenant le modèle des fédérations, le mouvement divise Lyon en plusieurs secteurs auxquels leur sont attachés des responsables : Louis Seurre dirige le secteur Croix-Rousse-Caluire, Louise Voulat s'occupe de Vaise, Mascaras se consacre au secteur Lyon-centre, et Lyon-rive Gauche est animé par Joseph Poncet.

Soucieux de ne pas dissocier le combat de la lutte prolétarienne et convaincus que la croissance des effectifs passe par la persuasion des classes populaires, les militants de l'Insurgé forment dès septembre 1942 des groupes dans les usines de Lyon et de sa banlieue, ainsi qu'à Saint-Étienne. Les plus importants d'entre eux sont ceux de la Compagnie Electro-Mécanique de Fugère, des Carburateurs Zénith de Guilhot, des usines Rochet-Schneider, de l'hôpital Grange-Blanche où travaille Barboyon.

Un autre aspect de l'organisation de l'Insurgé est incontournable. Il s'agit de son journal, qui comme *Combat* ou *Franc-Tireur*, est celui qui a donné son nom au mouvement. C'est Joseph Poncet qui propose « l'Insurgé » en janvier 1942. Il semble que le premier numéro paraisse en mars 1942 [3] . Ce pilote est financé grâce à la cotisation des membres du comité central, à hauteur de 100 Frs par personne. Conçu grâce au « système D », il est surtout l'œuvre des efforts et des risques personnels de

Joseph Poncet. Pour le deuxième numéro, Julien Godard trouve une aide pour le financement, en la personne de son ami Mercier. La part principale du financement du journal demeurera dans les dons assurés par les amis du mouvement, notamment grâce au dévouement de ceux qui sont pourtant les plus modestes. Dès le troisième numéro, le tirage est assuré par le petit imprimeur Martinet, 5 rue Mozart à Villeurbanne. Quant à la distribution, elle est assurée par les militants du mouvement qui s'approvisionnent rue Centrale à Lyon, où une cave a été louée [4] .

La rédaction est assurée par Julien Godard, Pierre Stibbe et un militant italien, Joseph Bogoni, et l'Insurgé parvient à sortir son journal tous les mois.

Un mouvement indépendant et militant

Bien que modeste et précaire, le mouvement l'Insurgé cultive sa verve militante et son indépendance. On l'a déjà répété, le mouvement pivertiste s'interdit de séparer l'action résistante de la lutte pour la libération prolétarienne. Le sous-titre du journal ne ment pas : « Organe socialiste de libération prolétarienne ». Dès le premier numéro, on peut trouver ces lignes :

Pourquoi l'Insurgé ? Parce que nous nous insurgons contre toutes les puissances d'oppression, quelles qu'elles soient : nazisme, fascisme, église, capitalisme, et que nous sommes résolus à opérer la transformation radicale et révolutionnaire de la société pourrie vivant de la guerre et de la misère des classes prolétariennes, en une société socialisante où le bonheur ne sera pas un privilège et la misère une fatalité. [5]

Le journal fait en quelques sortes songer aux cris du cœur d'un adolescent tout à la fois idéaliste et révolté. En associant les termes « nazisme », « fascisme » et « capitalisme », l'Insurgé semble à la fois se justifier et mettre en garde : le mouvement s'est créé avec la guerre et contre les allemands, certes, mais nazisme et fascisme ne viennent que s'ajouter à une liste d'ennemis qui comporte déjà le capitalisme. Le syndicalisme est inséparable du mouvement, et l'un des griefs principaux de l'Insurgé porte sur les politiques du travail et la toute puissance des trusts. Ainsi les militants diffusent-ils notamment des tracts d'appel à la grève, comme celle des cheminots de Vénissieux, ou encore celles des usines Berliet [6] . L'Insurgé lance également une grande offensive contre les départs en Allemagne au titre de Service de Travail Obligatoire (S.T.O.), en appelant encore à la grève.

Les opinions très tranchées et volontiers assumées de l'Insurgé lui valent d'être un mouvement très indépendant, aussi bien par les distances que l'on souhaite observer à son égard, que par le désir des cadres eux-mêmes de ne pas s'allier avec des individus et groupes aux opinions et aux agissements trop éloignés des leurs. L'Insurgé restera jusqu'au bout un mouvement relativement marginal, conséquence de son originalité doctrinale.

Mais relativement, seulement, puisqu'il serait faux d'affirmer que l'Insurgé n'entretient aucune relation avec les autres organes de la Résistance. Ainsi des contacts ont été pris avec les principaux mouvements [7] . Par exemple, Fugère et Godard entrent en contact avec André Philip et Libération Sud par l'intermédiaire de Pierre Stibbe, qui après avoir été l'un des pionniers de la réunion de Trévoux passe à Libération. Encore, Pierre Stibbe permet un contact avec Franc-Tireur et des rapports brefs sont esquissés avec le M.O.F.

Mais les contacts sérieux demeurent ceux entretenus avec Combat et Libération. En octobre 1942, Libération Sud demande à l'Insurgé de lui faire régulièrement une partie de ses impressions. Dès novembre 1942, le petit imprimeur villeurbannais clandestin de l'Insurgé Martinet tire 10 000 exemplaires par mois de Libération. Ajouté à cela, des militants de l'Insurgé parmi lesquels

Fugère, assurent des livraisons et une partie de la diffusion du grand journal de la Résistance. En échange de bons procédés, Libération fournit à l'Insurgé le papier nécessaire à son tirage [8] et propose de prendre en charge tous ses militants en situation dangereuse. Toujours en octobre 1942, l'Insurgé et Combat entreprennent une action commune contre le S.T.O. Les deux mouvements rédigent un tract en commun signé « L'Insurgé-Combat » [9] . Enfin, notons les bons rapports entretenus avec les toulousains de Libérer-Fédérer, mouvement à bien des égards analogue à l'Insurgé [10] .

Malgré ces rapprochements et coopérations, l'Insurgé reste autonome. Fin 1942, *Combat* va ainsi tenter de provoquer une fusion, pour combler le manque d'éléments ouvriers dont il fait preuve. Fugère refuse. *Libération* propose également à l'automne 1942 l'adhésion de l'Insurgé à la France Combattante, mais cela n'aboutit pas [11] , et en juillet 1942, Raymond Aubrac, de *Libération*, s'insurge contre « ces communistes de 1930 ». En somme, l'Insurgé a toujours souhaité exister et s'est refusé à se perdre sous l'influence d'un « grand » de la Résistance. L'attachement de Fugère pour « son petit enfant », selon les mots de l'imprimeur Martinet, est sans doute également un élément déterminant pour comprendre comment l'Insurgé a pu continuer à exister à côté des Libération et autre Combat malgré sa précarité.

Un mouvement socialiste rhodanien important

L'Insurgé, malgré sa modestie et sa marginalité, doit être considéré comme un mouvement de Résistance d'importance.

Au niveau régional, le mouvement de M.G. Fugère, atteint un rayonnement conséquent. En plusieurs points de la zone Sud, des contacts sont renoués avec d'anciens militants du P.S.O.P. Le mouvement s'étend dans l'Ain, dans le Languedoc et à Montpellier, où les contacts Louis Tégaro et Valière sont eux-mêmes en relation avec Nîmes, Narbonne et Béziers, dans le Var, et dans les villes de Toulouse, de Saint Etienne, d'Avignon, de Grenoble, d'Annecy, de Clermont-Ferrand, etc.. [12]

En marge de son influence et de sa portée, l'Insurgé se structure de façon identique à un autre « grand » mouvement. Il possède son journal, dont la parution est régulière et la diffusion relativement importante et il émet des tracts, comme ceux dénonçant les S.T.O. Il possède en outre un réseau de faux papiers, notamment à Villefranche sur Saône où se trouve un centre de gravure pour faux tampons (chez le graveur Valla), et recrute dans les milieux ouvriers des spécialistes de la gravure sur bronze pour les fausses cartes d'alimentation et les pièces d'identité. Martinet note qu'en septembre 1942, « les services des identités fonctionnent à plein. [13] ». L'Insurgé possède aussi un maquis situé à Annecy, et un service médical assuré par le Docteur L. [14] , au 285 cours Lafayette à Lyon. Pour toutes ces raisons, à considérer l'importance de l'organisation du mouvement, l'Insurgé ne doit pas être sous-estimé.

En outre, il doit également être considéré comme un mouvement socialiste, ou tout du moins comme un mouvement de forte influence socialiste. L'immense majorité de ses cadres et de ses militants sont en effet issus de la S.F.I.O. d'avant-guerre. Il faut cependant remarquer la particularité doctrinale qui anime la plupart d'entre eux, étant issus du P.S.O.P. de Marceau Pivert, mais il faut aussi constater le fait que ce jeune parti n'a fait scission qu'en 1938, et que Marceau Pivert demandera à ses fidèles de réintégrer le parti S.F.I.O. dès la fin de la guerre [15] , comme en témoigne l'une de ses lettres [16] :

Le seul groupe de copains qui n'aient pas abandonné la lutte et l'action, c'est celui de Lyon. Malheureusement, il fut décimé comme vous devez le savoir, et ceux qui ont suivi Rous ont rejoint la S.F.I.O., mais Fugère est décidé à faire quelque chose dans le même sens... Je l'y ai encouragé... Je conseille donc de considérer le P.S.O.P. comme dépassé.

Les acteurs de l'Insurgé doivent donc être considérés comme d'authentiques socialistes, et le

mouvement, par l'extrême importance du nombre des socialistes qui l'animent, et par leurs qualités de fondateurs, de rédacteurs du journal et de leaders d'opinion, doit être considéré comme le mouvement de Résistance socialiste rhodanien.

Notes:

[1] A.D.R. (31JB74 et B20)

[2] A.D.R. (31J B20) déposition de Martinet. Marcel Ruby ajoute la présence de communistes n'ayant pas admis le pacte germano-soviétique.

[3] Il y a là une incertitude. La déposition de Martinet aux archives départementales du Rhône note que le premier numéro paraît en octobre 1941. Cependant, Marcel Ruby dans son livre *Résistance et contre résistance* à Lyon et en Rhône-Alpes cite Fugère affirmant que le premier numéro est sorti en mars 1942. Le nom ayant été trouvé en janvier 1942, on privilégiera la date donnée par Fugère, tout en accordant le bénéfice du doute à Martinet. Il se peut qu'un « ancêtre » de *l'Insurgé* soit paru avant, mais que Fugère ne le considère pas comme tel.

[4] Marcel Ruby, *op. cit.*, p149.

[5] *Mémorial de l'Insurgé*, textes et documents rassemblés par M.G. Fugère, présentés par Fernand Rude, imprimeries nouvelles, Lyon, 1968.

[6] A.D.R. (31J B20)

[7] A.D.R. (31J B20)

[8] Marcel Ruby, *op. cit.*, p149

[9] *Mémorial de l'Insurgé*, *op. cit.*

[10] Libérer-fédérer est, comme *l'Insurgé*, un petit mouvement régional qui cultive son originalité doctrinale et son indépendance. Lui aussi rassemble des militants catalogués à gauche du socialisme, disciples de l'antifasciste italien Silvio Trentin, dont les trois valeurs maîtresses sont : révolution, socialisme et fédéralisme.

[11] A.D.R. (31 J B20) Martinet précise qu'il s'agit d'un refus des socialistes réformistes, sans s'étendre sur le sujet.

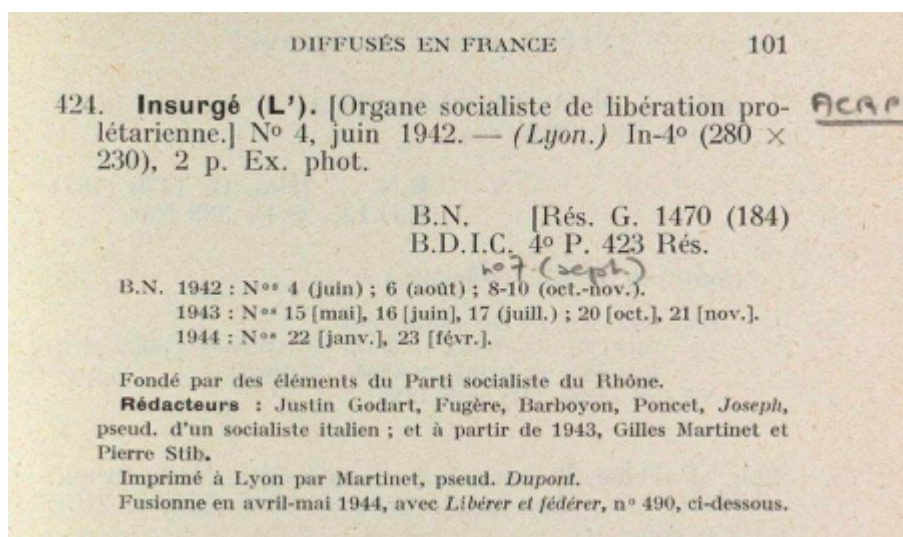
[12] *Mémorial de l'Insurgé*, *op. cit.*

[13] A.D.R. (31J B20)

[14] Écrit en l'état dans les A.D.R., il rendit de « prodigieux services » selon Martinet.

[15] Fugère fait parti de la commission des conflits de la fédération S.F.I.O. du Rhône dans les années qui suivent la guerre.

[16] Fond ancien Fernand Rude, carton n° 249.



extrait du Catalogue des périodiques clandestins : 1939-1945 (BN, 1954)

Manifeste de "L'Insurgé"/"Libérer et Fédérer"

(avril 1944)

Après plus de trois mois d'oppression, de misère et de lutte, la France entrevoit enfin sa libération. Le moment est proche où aux sacrifices de la résistance se substitueront les devoirs de la reconstruction.

LA VICTOIRE NE RÉSOUDRA PAS TOUS LES PROBLÈMES...

Car la paix, si elle restitue à la France son indépendance et la libre disposition d'elle-même, n'effacera pas automatiquement les lourdes conséquences de l'état de choses créé par la guerre...

Au lendemain de la victoire notre pays devra rebâtir ses villes détruites, ses usines démolies, reconstituer ses réserves de matières premières épuisées, trouver du travail aux millions de prisonniers, déportés, réfugiés, assainir les administrations publiques et les débarrasser des traîtres et des incapables dont Vichy les a remplies, revertébrer la nation en lui donnant pour charpente un idéal nouveau puisé dans l'esprit de solidarité et animé par la conscience du bien commun.

LA RECONSTRUCTION DE LA FRANCE DEVRA SE FAIRE AU PROFIT DU PEUPLE...

Or, il ne servirait à rien au peuple d'avoir gagné la guerre s'il ne se montrait capable d'accomplir ces tâches et de les accomplir à son profit.

Si demain les maisons sont rebâties pour être livrées aux propriétaires vautours, si les usines sont reconstruites pour redevenir les bagnes de la classe ouvrière, si l'économie française n'est relevée que pour replacer la paysannerie sous le joug des intermédiaires capitalistes, si enfin la vie politique du pays ne retrouve son rythme normal que pour permettre le retour au pouvoir des politiciens démagogues et incapables de l'ancien régime, à quoi aurait servi les sacrifices de tous ceux qui sont morts dans les Flandres et en Afrique, qui tombent chaque jour en Italie et dans les maquis, qui subissent en Allemagne la déportation, qui souffrent ou agonisent dans les camps de prisonniers, dans les geôles de Vichy ou de la Gestapo? Non seulement les exploitants traditionnels du peuple seraient les seuls bénéficiaires de la paix, mais la France, entre les mains de ceux qui l'ont toujours trahie, divisée, affaiblie, se trouverait définitivement reléguée au rang de nation de seconde zone.

GAGNER LA GUERRE ET GAGNER LA PAIX...

Gagner la guerre n'a donc de sens et de valeur pour le peuple que s'il est capable, au lendemain de la victoire, de gagner et de mériter la paix.

Mais la paix se gagnera au prix des mêmes sacrifices, de la même discipline que la guerre elle-même. Les combattants devenus travailleurs, devront dans les usines, dans les champs, dans les bureaux, faire preuve d'un courage, d'une volonté, d'un désir de vaincre, égaux à ceux qu'ils auront déployés sur les champs de bataille. La victoire n'apportera pas, avec la fin des opérations militaires, l'abondance et la facilité. De longs mois, des années peut-être, s'écouleront avant que le peuple puisse s'accorder le droit et le temps de jouir de la paix. Son premier devoir sera de s'assurer par le travail, la volonté, voire la force, un avenir d'où ne puisse sortir pour lui ni un nouveau régime d'oppression ni une nouvelle guerre.

Cette bataille de la paix, pas plus que la bataille militaire, ne s'improvise. La France le sait, qui en 1918 a perdu la paix après avoir gagné la guerre, parce qu'elle n'est pas restée mobilisée pour gagner la gigantesque bataille politique, économique et sociale de l'après-guerre. *Dès maintenant il importe donc d'organiser l'armée de la reconstruction.*

LE PEUPLE FRANÇAIS NE PEUT COMPTER QUE SUR LUI-MÊME POUR FORGER SON DESTIN...

Cette levée en masse est d'autant plus urgente et nécessaire que si, sur le plan militaire, la France compte sur l'aide de ses alliés, le peuple français ne doit compter que sur lui-même pour forger son destin. Un peuple ne peut pas, sans abdiquer sa mission et renoncer à son indépendance, attendre de ses voisins les éléments de son relèvement. En serait-il autrement, rien ne permet de supposer que les solutions apportées par les armées de libération anglo-américaines tendraient vraiment à rebâtir la France au profit du peuple.

C'est en lui-même, et en pleine souveraineté, que le peuple français doit trouver le chemin de son avenir.

Ce chemin est d'ailleurs celui que suit la France depuis plus de 150 ans et qui est jalonnée par plusieurs révolutions inspirées par un idéal traditionnel de *JUSTICE*, de *LIBERTÉ* et de *PAIX*.

LE CAPITALISME DOIT FAIRE PLACE A UN RÉGIME SOCIALISTE...

La justice sociale ne peut être réalisée que par la suppression du capitalisme et par l'instauration d'un régime socialiste qui remettra les instruments de production aux masses travailleuses et organisera la vie économique dans l'intérêt du peuple et en vue de la satisfaction toujours plus large de ses besoins.

LE SOCIALISME N'EST PLUS AUJOURD'HUI UNE UTOPIE.

Tout le monde reconnaît maintenant non seulement qu'il est l'unique voie de salut, mais qu'il s'impose inexorablement à tous les peuples qui veulent survivre. L'exemple russe est d'ailleurs une illustration magistrale de ce que peut valoir la construction socialiste, et ce n'est pas la terrible confrontation germano-soviétique qui fournira des arguments à tous ceux qui essaient de représenter le socialisme comme une doctrine d'impuissance et de négation.

Encore les conditions dans lesquelles les peuples de l'U.R.S.S. ont dû travailler et lutter, ont-elles longtemps ralenti leur action et leur ont-elles imposé le recours à des méthodes que les défenseurs du capitalisme se sont complus à opposer au socialisme véritable. Obligé de rattraper un retard économique et social de plus de deux siècles, soumis à la dure nécessité de se préparer jour et nuit à affronter l'agression sans cesse menaçante de puissants voisins, les soviets ont dû s'imposer une véritable discipline de guerre et remettre à des temps meilleurs l'établissement d'un régime socialiste parfait.

POUR UN SOCIALISME FONDE SUR LE RESPECT DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE ET DE LA PERSONNE HUMAINE...

Mais demain, quand le danger fasciste et nazi sera définitivement écarté et qu'une paix durable sera instaurée, les peuples de l'U.R.S.S. comme tous les peuples libérés d'Europe, pourront s'attacher à construire un socialisme inspiré du respect de la liberté individuelle et de la personne humaine.

Dans ce régime où tous les éléments du peuple, individus et collectivités, jouiront, pour la gestion de leurs intérêts propres et particuliers, d'une autonomie et d'une liberté complète et seront associés et fédérés pour la gestion de leurs intérêts communs dans le cadre de l'intérêt général de la nation, le désordre de l'individualisme capitaliste sera aussi radicalement supprimé que l'oppression de l'étatisme centralisateur et totalitariste.

Dans ce régime, la production sera soumise à un plan établi par les représentants du peuple dans l'intérêt du peuple, mais dans le cadre de l'exécution de ce plan, les entreprises seront gérées en pleine autonomie par les délégués des travailleurs de toutes catégories de chaque entreprise, comme la production agricole sera dirigée par les mandataires des paysans organisés dans chaque circonscription

agricole.

Dans ce régime, une fraction du peuple ne pourra plus en opprimer une autre, l'intolérance en matière religieuse disparaîtra devant le respect de la liberté de conscience d'autrui, les divisions entretenues à grand prix par le capitalisme entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels, entre paysans et ouvriers cesseront d'exister, car dans tous les domaines et sur toutes les questions, chacun sera libre, dans la mesure où ses intérêts seuls seront en cause, et tous les individus, comme toutes les collectivités, seront fédérés quand il s'agira de gérer leurs intérêts collectifs.

LA PAIX PAR LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE...

Quant à la paix, elle ne peut être définitivement garantie que par la constitution des ÉTATS-UNIS D'EUROPE. Cette fédération des états européens n'est pas, elle non plus, une utopie. L'exemple de l'union des 16 républiques soviétiques est là pour attester que des pays de langue, de mœurs, de traditions différentes, peuvent le cas échéant constituer un bloc aussi compact qu'un état centraliste, lorsque les unit le ciment d'un idéal commun.

PAS DE RENAISSANCE DE LA FRANCE SANS RÉVOLUTION POPULAIRE!...

Cet immense programme qui vise à la renaissance d'une France heureuse, libre et forte ne peut entrer dans le cadre du régime passé: il n'a de chance de se réaliser que grâce à une révolution populaire.

Et cette révolution, le peuple aujourd'hui la souhaite. On peut même dire que c'est l'esprit révolutionnaire qui anime et soutient sa résistance contre l'occupant, car il sent, confusément peut-être, mais fortement, que son émancipation par la Révolution, sera la récompense du combat qu'il mène depuis 1940. D'ailleurs ne sait-il pas que c'est par la révolution qu'il se fera une âme nouvelle, qu'il pourra enfin conquérir sa place dans les élites nouvelles? C'est par sa révolution de 1789 que la France s'est régénérée à la fin du 18^e siècle, et c'est par sa révolution de 1917 que le peuple russe a su transformer l'empire des Tsars, "colosse aux pieds d'argile", en une nation puissante, débordante de force, de dynamisme, d'enthousiasme.

POUR UNE RÉVOLUTION SANS GUERRE CIVILE!...

Mais il faut que notre révolution soit une révolution sans guerre civile, une révolution qui n'ajoute pas aux ruines de la guerre étrangères les dévastations, les pillages, les hécatombes de l'émeute.

L'imagerie terrifiante éditée pour discréditer la Révolution par les tenants du capitalisme, doit rester un produit de leur imagination affolée.

Cela est aujourd'hui parfaitement possible, car seuls quelques politiciens tarés et les exploités traditionnels du peuple peuvent redouter cette révolution et chercher à la combattre. Or ces hommes se sont pour la plupart mis en dehors de la communauté nationale en collaborant avec l'ennemi et seront à ce titre châtiés comme traîtres avant même qu'il soit besoin de les écraser comme contre-révolutionnaires. Il ne faut cependant pas que le peuple une fois maître de ses destinées se montre, faute d'unité ou par manque de préparation, incapable de mener sa tâche à bien, et que ses ennemis en profitent pour l'écraser. *C'est pourquoi dès maintenant il faut préparer et organiser la Révolution populaire.*

NI LES ANCIENS HOMMES, NI LES ANCIENS PARTIS!...

Il importe avant tout que le peuple choisisse des chefs capables de mener sa révolution à la victoire. La plupart des anciennes organisations politiques se sont effondrées en 1940. Elles prétendent, malgré leur démission, reprendre leur place dans la cité, comme si elles étaient capables, après avoir donné les preuves de leur impuissance au moment où elles détenaient le pouvoir dans une France prospère, de

diriger le relèvement d'un pays ruiné par la guerre, dépouillé par l'occupation. *Les faillites successives auxquelles les anciens partis politiques ont mené la France, leur interdisent aujourd'hui de prendre la tête de sa reconstruction.*

Seul des anciens partis, le Parti Communiste pourrait prétendre à cette mission, en faisant valoir que seul dans la tourmente, il a gardé sa cohésion, il a pris une part active à la résistance, il a conservé sa foi révolutionnaire. Mais la composition sociale de la France ne permet pas de penser que le Parti Communiste soit capable de rassembler autour de lui cette unanimité nécessaire au succès d'une révolution vraiment populaire; d'autre part il est à craindre que toute tentative révolutionnaire dirigée par le Parti Communiste ne soit le prétexte à la formation d'un bloc contre-révolutionnaire, commandé par un nouveau Gallifet et où se retrouveraient aux côtés de la réaction néo-versaillaise, d'importantes fractions du peuple qu'une peur irraisonnée du communisme aveugle.

POUR UN MOUVEMENT NOUVEAU, LARGE ET POPULAIRE

Le risque d'une nouvelle Commune, infiniment plus sanglante que la précédente, peut au contraire être évité si la Révolution est conduite par un mouvement nouveau, un mouvement jeune et populaire qui, né de l'épreuve et de l'espoir sur les ruines des anciens partis, s'appuierait sur les larges masses du peuple.

Ce qui ne veut pas dire que ce mouvement devrait seul préparer et diriger la révolution. Il ne saurait être question d'ignorer les différentes forces organisées de la nation qui existent déjà et agissent et dont la participation à la reconstruction du pays est à la fois souhaitable et inévitable. Le parti communiste est une de ces forces, comme le syndicalisme et les mouvements chrétiens sociaux en sont d'autres. C'est coude à coude avec ces diverses organisations que le relèvement de la France doit être entrepris. Mais au-dessus de ces organisations qui touchent chacune une fraction importante de la communauté française il faut qu'un mouvement immense rassemble la grande masse de tous ceux qui sont restés jusqu'ici en dehors de tout groupement, de tous ceux que l'adhésion aux anciens partis avait dispersés et divisés, de tous ceux qui, membres déjà des organisations de résistance, considèrent que leur tâche ne sera pas terminée au moment de la Victoire. La fusion dans ce creuset de tous ces éléments, donnera à la Révolution un caractère vraiment populaire en même temps qu'elle lui assurera, grâce à la collaboration établie avec les organisations existantes, une puissante assise nationale.

C'est ce mouvement que le "*MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE*" veut être.

Né de la fusion des mouvements "*LIBÉRER ET FEDÉRER*" et "*L'INSURGÉ*", qui depuis les toutes premières heures de la résistance luttent pour la libération de la France et pour sa reconstruction révolutionnaire, le "*Mouvement Révolutionnaire Socialiste*" étend son influence à presque toutes les régions du pays et groupe d'ores et déjà des dizaines de milliers de militants venus de tous les milieux du peuple et des différents horizons de la vie politique.

Mais cela ne suffit pas. Pour engager la bataille de la paix et pour vaincre, il faut une armée infiniment plus nombreuse et plus puissante. Et c'est pourquoi nous nous adressons à vous et vous appelons à venir renforcer nos rangs.

Ouvriers et paysans, manuels et intellectuels, anciens militants et sans partis, catholiques et libres penseurs, votre place est parmi nous.

Dans les villes et dans les campagnes, dans les ateliers et dans les bureaux, dans les maquis et dans les camps, groupez-vous par trois ou par cinq et constituez les noyaux actifs du *Mouvement Révolutionnaire Socialiste*.

En passant par la voie par laquelle ce manifeste vous est survenu, établissez la liaison avec l'organisation

centrale du Mouvement.

Tout en prenant les plus grandes précautions pour assurer votre sécurité, utilisez tous les moyens dont vous disposez pour faire connaître le *Mouvement Révolutionnaire Socialiste* autour de vous, pour diffuser et répandre ses mots d'ordre.

Ne dites pas, je m' enrôlerai dans l'armée de la reconstruction quand le moment sera venu.

Ce moment est déjà venu!

Si vous ne voulez pas que la nouvelle Révolution Française se déroule demain dans la confusion, le désordre et au milieu d'un bain de sang inutilement versé, vous devez préparer dès maintenant la Révolution populaire en vous mobilisant en masse autour du drapeau du *Mouvement Révolutionnaire Socialiste*.

PROGRAMME D'ACTION

Le *Mouvement Révolutionnaire socialiste* est un mouvement populaire pour la libération et la renaissance dans une Europe unifiée d'une France reconstruite sur les bases d'un socialisme garantissant à l'individu le plein épanouissement de sa personnalité au sein de collectivités fondées sur la communauté des intérêts et jouissant dans ce cadre de la plus large autonomie.

La réalisation de ce but étant conditionnée à la défaite de l'Allemagne hitlérienne, le *Mouvement Révolutionnaire Socialiste* entend participer à la résistance contre l'occupant, sous l'égide du Comité Français de Libération Nationale, seul Gouvernement reconnu par le Peuple français pour diriger l'effort de guerre de notre pays et assurer la gestion des intérêts français jusqu'à la victoire.

Au lendemain de la victoire, le *Mouvement Révolutionnaire Socialiste* est disposé à joindre son action à celle de toutes les forces révolutionnaires de la Nation, notamment le mouvement syndicaliste, le Parti Communiste, les mouvements chrétiens sociaux pour la réalisation du programme suivant:

A. LIQUIDATION DES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE PAR:

1° Le jugement et châtement rapide des traîtres, des spéculateurs et des profiteurs des malheurs de la patrie;

2° Le rétablissement de la souveraineté de la France sur tous les territoires qui lui appartenaient avant 1939 et le retour à la France de tous les biens qui ont quitté le sol français depuis l'armistice du 24 juin 1940;

3° Le rétablissement, dans la mesure compatible avec les principes du nouveau régime, de tous les droits et libertés violés depuis la pénétration en France des armées allemandes;

4° La reconstruction, dans le cadre de la France nouvelle, de ce qui a été détruit du fait de la guerre.

B. – CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ARMATURE ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET SOCIALE *qui supprime l'exploitation de l'homme par l'homme, assure la gestion de l'économie dans l'intérêt du peuple et garantit à chaque individu le plein épanouissement de sa personne par la participation effective aux différentes activités et responsabilités sociales et, aux diverses familles professionnelles et spirituelles de la Nation, la coordination de leur activité et le développement de leur solidarité dans le maximum de respect de leur autonomie.*

Pour atteindre ce but, les mesures suivantes devront être prises:

1° Nationalisation de toutes les entreprises qui ont acquis le caractères d'un service public:

- Mines;
- Forces motrices (charbon, énergie hydraulique, pétrole, etc.)
- Moyens de transports (chemin de fer, compagnies de navigation, transports aériens);
- Assurances;
- Banques.

2° Remise de toutes les autres grandes entreprises industrielles, commerciales et agricoles aux communautés de travailleurs et gestion de ces entreprises par des conseils d'administration élus au suffrage universel et au scrutin secret par l'assemblée des ouvriers et agents de maîtrise.

Respect de la propriété individuelle, de la petite entreprise et de la propriété artisanale;

3° Sauvegarde de la petite propriété agricole; gestion des affaires agricoles par les conseils de paysans élus directement par les agriculteurs de chaque circonscription rurale; développement de la coopération paysanne; établissement dans chaque circonscription rurale d'un équipement mécanique; revalorisation des produits de la terre;

4° Organisation de l'économie française en économie planifiée et adaptation de son fonctionnement à son rôle Européen, de sorte que son insertion au sein de l'économie continentale puisse se réaliser, sans crise grave et sans préjudice pour le peuple français;

5° Contrôle du commerce extérieur;

6° Instauration d'un régime de la presse, du cinéma et de la radio qui en réalise l'épuration et en garantit la liberté;

7° Établissement d'un régime de la famille garantissant sa stabilité, sa continuité et sa mission d'éducation;

8° Organisation d'une nouvelle armature politique par l'élection des conseils des différentes entreprises, œuvres, institutions, établissements exprimant les diverses activités et fonctions collectives (industrielles, agricoles, éducatives, culturelles, spirituelles, morales, d'entraide, etc.) et la fédération de ces conseils par branche d'activité et sur le plan communal, départemental, régional et national en liaison avec une représentation du peuple établie sur la base du suffrage universel et de l'égalité civique des sexes.

C. – INTÉGRATION DE LA FRANCE DANS LES ÉTATS UNIS D'EUROPE.

« L'Insurgé » dans le Languedoc

Extraits du *Mémorial de l'Insurgé* (1968)

Il n'est pas facile, quand on n'a pas gardé d'archives, de reconstituer des événements vieux de seize ans, même quand ils vous ont marqué fortement; leur force affective n'est pas pour autant une garantie de précision. Il pourra me manquer aujourd'hui quelques noms et quelques dates; je peux malgré cela rappeler dans ses grandes lignes l'histoire de "l'Insurgé" dans la région du Languedoc.

Ici, ce mouvement fut l'expression dans la résistance de la tendance Gauche Révolutionnaire du Parti Socialiste S.F.I.O., tendance qui s'était constituée en parti indépendant lors de la scission de Royan en 1938. Ce nouveau parti vivait d'une vie fort précaire lorsque la mobilisation de 1939 vint lui donner le coup de grâce en dispersant les camarades. Après cette date, dans notre région, tout au moins, le P.S.O.P. n'eut plus d'existence réelle, et son histoire se ramène à celle de quelques camarades: Valière, Bérard, Luce, moi-même, demeurés sur place ou revenus après la débâcle.

Nous avons surtout maintenu les contacts avec les camarades espagnols du P.O.U.M. que nous avons recueillis, aidés, hébergés lors de l'exode de l'armée républicaine. Lorsque Madeleine et Lucien Hérard, secrétaire de la Fédération de la Côte-d'Or, regagnèrent la zone occupée, ils me chargèrent de recevoir les fonds venus du Mexique et de les transmettre à Andrade, à Toulouse. Je restai aussi en contact avec Marceau Pivert, alors au Mexique, qui dans ses paquets de journaux américains de tout repos, me faisait passer de la littérature révolutionnaire clandestine, en langue espagnole, que traduisait Valière.

Quand Andrade fut arrêté à Toulouse et impliqué dans une affaire de reconstitution du P.O.U.M., je fus pris fatalement pour le trésorier de l'organisation. (...)

Je recevais fréquemment la visite de camarades venant de la zone occupée. Un jour, je reçus celle de Pierre Stibbe. Il s'étonna que nous ne fissions rien dans notre région pour la résistance et m'apprit l'existence d'une organisation de notre tendance dont le centre était à Lyon; c'est lui qui me mit en rapport avec Fugère. Peu de temps après, je reçus une première visite, suivie de bien d'autres, de Duprat, venant de Lyon, avec sa valise à double fond, et m'apportant le journal clandestin *L'Insurgé*.

C'est alors qu'avec Valière et Bérard nous nous mîmes à organiser un réseau dans le Languedoc. Nos points d'appui furent les Marcelin à Nîmes, les Cassétari à Avignon, Garrigues à Béziers, Gos à Narbonne, Séguéla à Salles-d'Aude, d'autres encore, dont j'ai oublié les noms, à Bédarieux et Graissessac. Notre travail était surtout idéologique: il s'agissait pour nous de maintenir et développer la tendance socialiste-révolutionnaire pour lui permettre de jouer un rôle lors de la Libération.

(...) Parmi les camarades ayant travaillé dans les réseaux languedociens du mouvement "l'Insurgé", quatre sont morts en déportation: Bérard, Jalade, Cassétari, Garrigues. Je salue ici respectueusement leur mémoire.

Louis Trégaro

*

Mes premiers contacts avec le mouvement de résistance "l'Insurgé" datent de Pâques 1942. A la suite d'une visite chez moi de Pierre Stibbe, qui connaissait mon activité syndicale d'avant-guerre, des liaisons furent établies entre Lyon et Montpellier. Le noyau montpelliérain initial de "l'Insurgé" fut constitué par Trégaro, professeur au Lycée, Bérard, employé à la Compagnie d'électricité, et moi-même.

Je fis chargé à l'origine plus spécialement de la propagande et de la diffusion du journal dans le personnel enseignant primaire du département. Je fus ainsi amené à entrer en rapport avec plusieurs dizaines d'instituteurs, d'institutrices, qui reçurent par mon intermédiaire le journal que nous apportait le camarade Foray, de Lyon, avant son arrestation par la Gestapo.

Ce travail de prospection sur le plan départemental fut ensuite élargi aux départements voisins. A plusieurs reprises, trois au minimum, des réunions régionales clandestines se tinrent à mon domicile, avec des représentants de l'Aude (Séguéla), du Gard (Marcelin), du Vaucluse (Cassétari), de l'Hérault (Trégaro, Bérard, Luce, Jalade, Garrigues...), pour étendre et coordonner nos efforts.

Des entrevues eurent lieu avec Edmond Missa pour mettre au point une collaboration dans la diffusion de nos journaux respectifs.

J'eus l'occasion également de faire le voyage à Lyon et de rencontrer le camarade Fugère, responsable national, pour prendre des directives.

Pendant de nombreux mois, j'eus la charge des relations avec Béziers (Garrigues) et le bassin minier de Graissessac (Cazes), de Camplong et de Lunas (Hoche Brun).

L'arrestation de Jalade par la Gestapo, en juillet 1943, eut pour conséquence, en août 1943, la décapitation du mouvement dans la région, par l'arrestation de Trégaro, de Garrigues, de Cassétari, de Foray et de Fugère, incarcérés à la prison de la 32^e à Montpellier. J'y échappai de justesse, n'étant pas chez moi lors de la première visite de la Gestapo.

Avec Bérard, Luce et un résistant d'un autre mouvement, Fretin, je mis au point un projet d'évasion de Trégaro qui se trouvait dans une cellule particulièrement bien placée. Après un essai infructueux, le projet aboutit en septembre 1943. Trégaro et deux jeunes réfractaires placés dans la même cellule que lui (l'un d'Arles, l'autre de la Côte-d'Or) et arrêtés quelque temps plus tôt au Bousquet d'Orb purent s'échapper par mes soins, furent munis de pièces d'identité et mis à l'abri.

Recherchés activement par la Gestapo, Bérard, Luce et moi-même dûmes quitter Montpellier. pendant un mois environ, nous cherchâmes un asile dans un petit village des environs de Saint-Pons. Dans l'impossibilité de reprendre ma profession, je fus mis en congé pour "convenances personnelles" sans traitement par l'Inspecteur d'Académie et ne repris mon poste qu'à la Libération, un an plus tard.

Pendant cette année, devenu inspecteur d'assurances à la compagnie "La Protectrice" avec comme centre de ralliement Bléré (Indre-et-Loire), je cherchai à reprendre contact avec "l'Insurgé" par l'intermédiaire de Mme Cassétari que je vis à Avignon et de Mme Fugère que je vis chez elle à Lyon. Mes nombreux déplacements (...) me permirent de continuer ma propagande dans les milieux enseignants principalement, de participer à la reconstitution des sections clandestines du Syndicat national des instituteurs, dans l'Oise notamment.

Avec Llado, des F.F.I., nous reconstituâmes, au cours d'une réunion clandestine à Rodez, les sections du Syndicat national des Instituteurs des cinq départements de la région et devînmes membres du Bureau national du S.N.I.

Montpellier, le 24 février 1953

Henri Marcel Valière

SAUVAGET (Fugère) EST MORT

Paru dans la *Révolution prolétarienne* en 1963.

Il s'en est allé pour la seconde fois. Comme le jour de son arrestation à Lyon, puis de sa déportation à Buchenwald, il a été surtout préoccupé de son œuvre et tellement peu de ses souffrances.

Quand il fut emmené au camp de la mort, le réseau de secours qu'il avait prévu fonctionna si bien que « L'Insurgé » continua sans à-coup et que nous n'apprîmes que bien plus tard le calvaire de Sauvaget. Nous savions sa santé fragile, gravement ébranlée par son séjour au camp. Mais il n'avertit personne de sa dernière et lente agonie. Nous ne l'apprenions que bien après sa mort, par Daniel Guérin, son compagnon du Front Ouvrier International, avec Marceau Pivert.

J'avais essayé dans un roman publié par la presse locale de conter l'histoire de son entreprise. Elle paraissait si extraordinaire qu'elle ne put servir que d'ossature à un roman d'aventures d'aspect imaginaire. Encore maintenant l'œuvre de ce militant ouvrier qui étonna Albert Camus, alors responsable de « Combat », nous stupéfie. Il faudra une autre voix que la mienne pour dire comment il réussit à mettre sur pied avec les seuls moyens d'un tout petit groupe authentiquement ouvrier « l'Insurgé » clandestin dont la raison d'être fut, « Libérer, fédérer ». Comment il réussit à regrouper ensuite avec les points d'appui principaux du Rhône, de la Loire, de l'Isère et de l'Hérault dans tout le Sud-Est une série de noyaux socialistes révolutionnaires, syndicalistes, trotskystes, École émancipée, libertaires et anarchistes français espagnols, italiens, dans le réseau Alphonse Buckmaster.

Fugère Marie Gabriel, notre Sauvaget, est décédé à son domicile du 2, rue Valfenière à Lyon. Sans vouloir attirer l'attention sur lui, il consacra ses dernières forces à la mise en ordre des archives de « l'Insurgé ». Il laissa sa compagne, sa collaboratrice qui fut aussi sa dernière et douloureuse infirmière dans un dénuement proche de la misère. Daniel Guérin, s'occupe de trouver à Lyon les camarades qui devraient assurer le sauvetage des archives qui sont une page de l'histoire ouvrière française et du geste de reconnaissance qui s'impose, et qui, lui, devrait s'organiser sur le plan national.

Pour un groupe Loire d'anciens amis de "l'Insurgé" et de Front Ouvrier International.

Jean DUPERRAY.

NUMÉROS COMPLETS EN LIGNE:

(voir <http://bataillesocialiste.wordpress.com/revues/linsurge/>)

- [1942-06 *L'Insurgé* N°4](#)
- [1942-08 *L'Insurgé* N°6](#)
- [1942-09 *L'Insurgé* N°7](#)
- [1942-06 *L'Insurgé* N°8](#)
- [1942-10 *L'Insurgé* N°9 \(spécial grèves\)](#)
- [1942-11 *L'Insurgé* N°10](#)
- [1943-05 *L'Insurgé* N°15](#) + annexe [Le Peuple syndicaliste N°7](#)
- [1943-06 *L'Insurgé* N°16](#) + annexe [Le Peuple syndicaliste N°8](#)
- [1943-11 *L'Insurgé* N°21](#)
- [1944-02 *L'Insurgé* N°23](#) + annexe [Le Peuple syndicaliste N°14](#)

